

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) sait bien que je vivais au Québec au moment de cette évolution et du concept des deux nations. En 1962, 1963 et 1964 je combattais ces mêmes principes à la Chambre et l'on me disait que j'étais stupide et que je ne pourrais être réélu dans ma circonscription qui comptait 80 p. 100 de francophones si je niais le concept des deux nations. Je répondais que je me fichais d'être réélu et que je continuerais de combattre et d'accuser le gouvernement provincial d'alors de favoriser le séparatisme sous d'autres titres et avec d'autres slogans. Ainsi je ne m'incline même pas devant le très honorable député lorsqu'il s'agit du souci que j'ai de mon pays et de mon appréciation des Canadiens francophones. Si j'avais été l'un d'entre eux j'aurais été séparatiste lorsque j'étais jeune et séparatiste en 1962 quand je suis arrivé à la Chambre. A cette époque j'étais scandalisé que la seule marque d'amitié à la Chambre des communes fut la traduction simultanée. Je me rappelle même des temps où le hansard n'était même pas publié en français, où la traduction des délibérations des comités était présentée à la Chambre des semaines en retard et où nous nous excusions jour après jour du manque de services français à la Chambre des communes.

Mercredi et jeudi derniers, j'étais avec les députés de Saint-Hyacinthe et de Drummond (M. Boisvert) et nous avons parlé à un groupe de jeunes Canadiens francophones de ma circonscription sur la pelouse du Parlement. Ils nous ont posé des tas de questions à propos d'Ottawa et du Parlement. L'un a demandé au député de Saint-Hyacinthe comment il se faisait que lorsqu'il venait visiter le Parlement à Ottawa on l'accueillait en français. Je me rappelle des jours où cela n'était pas vrai, où nous ne pouvions trouver assez de personnes bilingues pour faire visiter la Chambre des communes aux Québécois. Il n'y a pas si longtemps de cela.

Monsieur l'Orateur, que demandons-nous aux Canadiens francophones de faire? Que désire le premier ministre? Rien sinon faire participer les Canadiens dont la langue maternelle se trouve être le français à la Fonction publique du pays, leur faire comprendre qu'il y a de la place pour eux au sein de cette Fonction publique, qu'ils peuvent être promus, qu'ils peuvent, quand ils viennent ici, utiliser leur langue et qu'elle est, pour nous, plus une richesse qu'un obstacle. Nous leur demandons qu'un jour ils cessent de comparer la richesse d'Ottawa avec les taudis de Hull comme ils le faisaient en venant ici il y a 20 ans. Ce qu'on attendait d'eux, c'était... de traverser la rivière, de travailler toute la journée dans la langue anglaise d'Ottawa et de retourner chez eux, dans leur propre culture. Cela ne saurait suffire aux fédéralistes français du Québec qui désirent participer à la vie de tous les jours.

Des voix: Bravo!

Langues officielles

M. Mackasey: Je tire mon chapeau et je suis fier d'appuyer le chef de l'opposition officielle lorsqu'il adopte cette attitude courageuse, dynamique et encourageante. L'autre jour, il a déclaré que ses sentiments progressistes sur ce sujet lui avaient valu des cicatrices. Le parti conservateur progressiste a de la chance d'avoir comme chef un homme prêt à adopter cette position.

Des voix: Bravo!

M. Mackasey: Le député de Prince-Albert a dit une chose remarquablement exacte. Il a déclaré que les Québécois n'étaient pas différents; bien sûr qu'ils ne le sont pas. Le Canadien français que je connais depuis 52 ans n'est pas différent de n'importe lequel de mes amis anglophones. En cas de besoin je peux m'adresser à mon voisin français. Nos enfants jouent dans la même équipe de hockey et de baseball et nous désirons les mêmes choses pour eux: un pays qui offre des emplois dans la prospérité et la sécurité. Les Canadiens francophones exigent des chances égales. Comment est-ce possible dans la Fonction publique si le français n'y a pas sa place? Ce problème se pose depuis trop longtemps. D'après le discours du député de Prince-Albert on pourrait croire que par cette résolution ou par la loi sur les langues officielles nous cherchons...

Des voix: Il a voté contre.

M. Mackasey: Bon, je n'ai pas l'intention de relire les discours de 1968. Je puis encore me rappeler certains des discours prononcés à l'occasion du débat sur le drapeau qui étaient à vous rendre malade. L'honorable député a traîné le drapeau dans la Chambre, il y a traîné l'Union Jack. Je crains que l'honorable député n'ait un talon d'Achille: il n'a jamais pu comprendre la population francophone de la province de Québec. Nous avons proposé l'adoption d'un drapeau qui ne contenait aucun symbole canadien-français ni aucun symbole canadien-anglais: une simple feuille d'érable qui était aussi acceptable pour les Canadiens qui faisaient remonter leurs origines qui à l'Irlande, qui à la Pologne, à l'Ukraine, à l'Italie ou à n'importe quel autre pays. Ses enfants ou petits-enfants ont fait ce magnifique pays où nous vivons.

● (1650)

Toutefois, monsieur l'Orateur, si nous voulons, et je veux dire non seulement nous les libéraux, mais tous les fédéralistes à la Chambre des communes et au Québec, continuer à faire reculer le séparatisme, si nous voulons lutter avec succès et persuader les jeunes Québécois, nous devons les empêcher de se replier sur eux-mêmes et leur montrer qu'il y a des possibilités d'emplois à Ottawa, au moins dans la Fonction publique, s'ils veulent participer à l'essor et à la formation de notre pays en choisissant la carrière de fonctionnaire. Cela leur sera impossible s'ils se voient refuser de l'avancement parce que leur langue maternelle est le français plutôt que l'anglais.